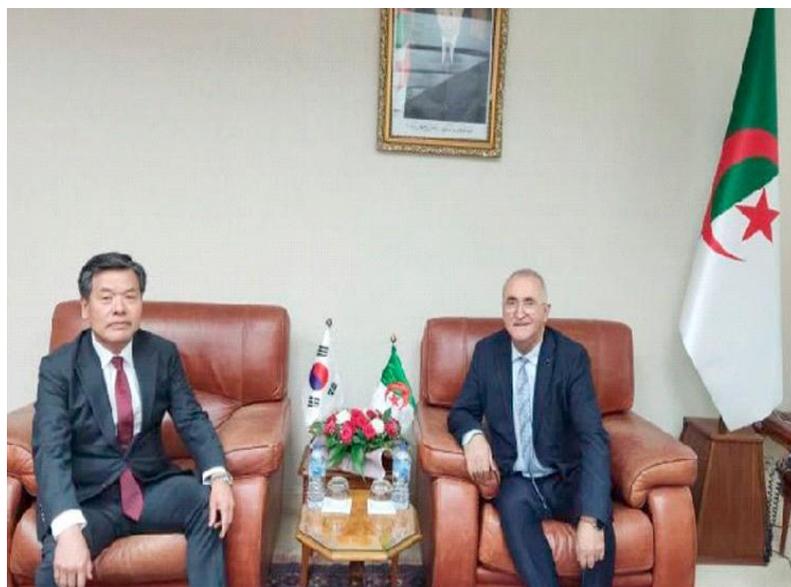




Mardi 01 aout 2023

M. Faid évoque la coopération économique et financière avec l'ambassadeur de la Corée du sud



ALGER, 31 juil 2023 (APS) - Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a reçu lundi à Alger, l'ambassadeur de la Corée du Sud en Algérie, You Ki-Jun, avec qui il a évoqué la coopération économique et financière bilatérale, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Lors de cet entretien, tenu au niveau du siège du ministère, les deux parties ont passé en revue l'état de la coopération bilatérale et ses perspectives, notamment dans le secteur des finances, ainsi que les voies et moyens à même de la renforcer davantage, selon la même source.

A cet égard, les deux parties ont "salué le niveau atteint par cette collaboration, laquelle est appelée à être consolidée dans l'avenir au regard des potentialités économiques considérables des deux pays".

Les deux parties ont également "exprimé leur satisfaction concernant la coopération en cours, en matière de modernisation des services des douanes", ajoute la même source.

La présence des entreprises sud-coréennes en Algérie et leurs préoccupations ont été abordées lors de cette entrevue.

Tout en souhaitant une présence plus accrue, M. Faïd a confirmé à son interlocuteur que "les instances concernées sont bien au fait des préoccupations de ces entreprises et que ces dernières sont déjà prises en charge pour dégager les solutions idoines, conformément à la réglementation en vigueur", ajout la même source.

Le ministre a saisi cette occasion pour faire part au diplomate coréen des différentes réformes engagées par le gouvernement algérien pour améliorer l'écosystème lié à l'investissement, tout en soulignant que le nouveau cadre régissant l'investissement offre des facilités et de garanties, permettant aux investisseurs qu'ils soient étrangers ou locaux, d'exercer leurs activités dans les meilleures conditions.

Pour sa part, M. Ki-Jun a tenu à signaler à l'occasion de cette rencontre, "son engagement à multiplier les actions en vue de tout mettre en œuvre, pour porter la coopération bilatérale à un niveau qui puisse exploiter pleinement le potentiel existant entre les deux pays et bâtir un partenariat de qualité mutuellement bénéfique", selon le communiqué du ministère. (APS)



M. Benabderrahmane préside l'installation du Conseil national consultatif de promotion des exportations.

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a présidé, lundi à Alger, la cérémonie d'installation du Conseil national consultatif de promotion des

exportations, chargé de la définition, de la régulation et de l'évaluation de la Stratégie nationale en matière de promotion des exportations.

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence de plusieurs membres du Gouvernement et du président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed.

Dans son allocution à cette occasion, le Premier ministre a affirmé que cet organe consultatif constituait "un mécanisme institutionnel de haut niveau", qui représente une "station charnière, reflétant la cadence effrénée que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a voulu donner aux efforts déployés à même de relever le défi de la promotion des exportations hors hydrocarbures, l'un des grands chantiers de la profonde réforme de l'économie nationale, qu'il s'est engagé à réaliser dans son programme".

Pour M. Benabderrahmane, ces efforts ont permis d'enregistrer, ces trois dernières années, des résultats "brillants" en termes de valeur des exportations hors hydrocarbures, en dépit de la crise sanitaire mondiale qui a largement perturbé l'activité économique mondiale et créé d'importantes perturbations dans les chaînes de valeur et d'approvisionnement ainsi que sur les marchés mondiaux, notamment sur les marchés des matières premières de large consommation.

Ces exploits économiques sont accompagnés par le retour en force de l'Algérie sur la scène diplomatique, des exploits qui s'inscrivent dans le cadre de la démarche de l'Algérie visant à reprendre la place qui lui sied dans le concert des nations, sa place naturelle parmi les grands pays, grâce à son emplacement stratégique comme portail reliant l'Europe à l'Afrique, et à ses ressources naturelles et richesses humaines importantes, a affirmé M. Benabderrahmane.

L'installation du Conseil intervient en application des instructions du Président Tebboune qu'il a données alors qu'il présidait les activités de la 1ère édition de "la Médaille d'honneur de l'exportateur", le 11 juillet courant.

Il a affirmé également que l'installation de ce Conseil est "une nouvelle pierre qui s'ajoute au processus national de développement", relevant que ce Conseil constituera un cadre institutionnel regroupant tous les acteurs de l'exportation, des secteurs ministériels, d'établissements, d'organismes, de représentants de différentes Chambres, d'associations professionnelles et d'associations d'exportateurs de différentes filières.

Sa composition reflète l'approche participative adoptée par les pouvoirs publics dans la gestion économique, et les futures perspectives visées par le pays en matière d'exportation, a indiqué le Premier ministre.

Cela se concrétisera par l'accès intégral aux marchés africains et aux autres marchés qui garantissent les chances de succès aux producteurs et au produit national, d'une part, et le développement de la participation de l'économie de la connaissance, notamment à travers les start-ups algériennes qui ont montré de grandes capacités en matière d'innovation et de compétitivité, d'autre part.

Passant en revue les missions confiées à cet organe consultatif, le Premier ministre a précisé qu'il était chargé principalement de la détermination et de l'évaluation de la stratégie nationale en matière d'exportation, ainsi que la supervision de sa concrétisation.

Le Conseil propose les dispositions législatives, réglementaires et institutionnelles pour faciliter l'acte d'exporter, élargir le domaine des exportations hors hydrocarbures, faciliter l'accès au marché national et aux marchés extérieurs, renforcer la compétitive, examiner les dispositions incitatives pour soutenir les exportateurs, et lever les obstacles que les exportateurs locaux peuvent rencontrer.

L'organe est chargé également, ajoute M. Benabderrahmane, "de suivre le bilan des activités des zones libres et prendre toutes les mesures, à même de lever les obstacles qui se posent à l'opération d'exportation dans ces zones".

Afin de mener à bien ces missions et réaliser "l'efficacité requise", le Conseil sera doté "d'une plateforme numérique des exportateurs", mise à la disposition des exportateurs et de tous les partenaires, a fait savoir le Premier ministre ajoutant que la plateforme sera, en outre, dédiée aux préoccupations et doléances liées à l'acte d'exporter, au traitement et à la prise en charge "rapide, voire immédiate" de ces préoccupations et doléances formulées par les organes et les institutions.

Evoquant les mesures prises pour l'accompagnement, l'encouragement des exportateurs, la promotion des exportations notamment dans les filières hors hydrocarbures et la promotion du produit local, M. Benabderrahmane a souligné que le Gouvernement s'employait, en application des instructions du Président de la République, à finaliser l'ouverture des annexes de l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur "ALGEX" dans nombre de pays africains.

Il a relevé, dans le même sillage, les mesures fiscales et douanières prises par l'Etat dont l'exonération de l'impôt sur le revenu global (IRG), de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) et de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP).

Les exportateurs jouissent de plusieurs avantages douaniers dont le couloir vert et la priorité en matière de traitement de leurs transactions, a-t-il mis en avant.

Pour le Premier ministre, le succès des missions du Conseil dépendra du "du rôle efficace des partenaires représentés massivement en tant que membres à part entière, notamment les représentants des associations d'exportateurs, les associations interprofessionnelles et les présidents de chambres nationales des différentes filières économiques, en termes de transmission des préoccupations des exportateurs et de contribution à la cristallisation des propositions et des mesures pratiques et rapides pour les prendre en charge".

"L'étape que nous amorçons, à savoir celle de l'actualisation de la stratégie nationale d'exportation, offre l'opportunité idoine pour que le Conseil mette en place la plateforme et les conditions nécessaires à l'atteinte des objectifs stratégiques tracés par le Président de la République concernant le maintien de la dynamique croissante des exportations hors-hydrocarbures", a conclu le Premier ministre.



Investissement : le nombre de projets enregistrés s'élève à près de 3.000.

Le nombre de projets d'investissement enregistrés au 20 juillet en cours, s'élève à près de 3.000, d'un coût global de 1.694 milliards de dinars, a indiqué lundi le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.

Dans son allocution lors de la cérémonie d'installation du Conseil national consultatif de promotion des exportations, le Premier ministre a précisé que le nombre de projets d'investissement enregistrés, répondant à toutes les conditions et incitations au 20 juillet 2023, a atteint 2.984 projets, dont 2.923 locaux et 21 projets avec des partenariats étrangers, à même de créer plus de 76.300 emplois.

M. Benabderrahmane a affirmé que ces chiffres témoignaient de l'efficacité de l'approche adoptée pour réformer le système national dans le domaine de l'investissement et éliminer tous les obstacles et les déséquilibres à travers la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement le 24 juillet 2022 et tous ses textes d'application, avec l'installation immédiate de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement et son entrée en activité.

Il a ajouté que "les prémices de la pertinence du travail de l'Agence se font déjà ressentir", notamment en matière de libération de l'investissement, d'accompagnement des investisseurs et d'attractivité des investissements étrangers, des réformes qui seront complétées par l'adoption des autres textes législatifs relatifs notamment au foncier industriel, à même de réguler le foncier et l'aménager pour la domiciliation des investissements, avec le renforcement de la protection légale du foncier, tous types confondus.

La concrétisation de ces réformes s'inscrit dans une approche globale pour mettre au point un nouveau modèle économique basé sur la diversification de la croissance et sur l'économie de la connaissance, qui englobe plusieurs thèmes à même d'améliorer le climat des affaires et de l'investissement.

Dans ce cadre, le Premier ministre a mis en avant une panoplie de procédures prises en matière de réformes bancaires et financières, notamment à travers la facilitation de l'opération de financement de l'économie et la diversification des offres de financement, ainsi que la généralisation des moyens modernes de paiement, la création de banques spécialisées et la garantie du soutien et de l'accompagnement financier par les banques aux investisseurs et aux établissements créateurs de richesse et d'emplois.

A cet égard, il a révélé que le financement de l'économie nationale par les banques, notamment celles du secteur public, a atteint un taux "sans précédent", grâce aux "nouveaux mécanismes de financement appliqués par les banques, et grâce à la rapidité du traitement des dossiers de prêts".

Le total des crédits octroyés à l'économie nationale au 30 juin dernier, est estimé à environ 10.294 milliards de dinars, soit une hausse de 1,77 % par rapport à la même période de 2022, ce qui témoigne de la "dynamique économique et financière conséquente et croissante" que connaît le pays, a-t-il ajouté.

Concernant les mesures adoptées visant la mise en oeuvre d'une politique commerciale adaptée à l'économie mondiale, M. Benabderrahmane a souligné

l'importance d'adhérer aux zones de libre échange continentales et régionales, ainsi que celles avec les pays voisins, avec l'adoption d'une approche "basée sur l'anticipation, qui sert les intérêts économiques du pays, et garantit la création de nouveaux marchés pour le produit national", qui aura pour effet le renforcement des capacités en matière de transport et de logistique, ainsi que l'ouverture de nouvelles lignes aériennes et maritimes, permettant ainsi la réhabilitation et la réforme de la gestion des ports, des aéroports, ainsi que des entreprises nationales de transport aérien et maritime avec l'amélioration de leurs capacités.

Le Premier ministre a, en outre, affirmé que le Gouvernement travaillait d'arrache-pied pour la finalisation du dossier concernant l'ouverture de succursales de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur "ALGEX" au niveau de plusieurs pays africains, dans le but de "promouvoir et de faire connaître le produit national, et ce, en application des directives du président de la République".



Examen de la coopération algéro-tanzanienne en matière énergétique.

Le Secrétaire général par intérim du ministère de l'Energie et des Mines, Miloud Medjelled a reçu, lundi, le Secrétaire général adjoint du ministère tanzanien de l'Energie, Athumani Mbuttuka avec qui il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération dans le domaine des hydrocarbures et de l'électricité, a indiqué un communiqué du ministère.

Tenue au siège du ministère de l'Energie, la rencontre a permis de passer en revue les derniers développements concernant le plan d'action des experts des deux pays dans l'objectif d'examiner les possibilités de coopération dans le domaine des hydrocarbures (pétrole brut et produits raffinés), du stockage et de transport des hydrocarbures et des produits pétroliers", a précisé le ministère dans son communiqué.

Les deux responsables ont discuté des opportunités d'investissement dans l'ingénierie, la production d'électricité, le développement du réseau électrique,

la distribution publique du gaz naturel, la formation et les énergies renouvelables, lit-on dans le communiqué du ministère qui précise qu'"un mémorandum d'entente en la matière sera signé".

A cette occasion, M. Medjelled a réitéré la volonté de l'Algérie de renforcer les relations bilatérales et d'intensifier les échanges avec les pays africains, notamment dans le cadre de la stratégie de développement des deux groupes publics en l'occurrence Sonatrach et Sonelgaz visant à s'ouvrir sur le marché africain, selon la même source.

Dans le même sillage, le Secrétaire général par intérim a affiché "la disponibilité de l'Algérie à assurer à la Tanzanie l'appui et l'accompagnement nécessaires, et à partager son expérience dans ces domaines", a conclu le ministère.



Mouvement dans les rangs des directeurs centraux et des chefs de Sûreté de wilaya.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné d'opérer un mouvement dans le corps de la Sûreté nationale qui a concerné quatre (4) directeurs centraux et 24 chefs de Sûreté de wilaya, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

"Le mouvement, qui intervient sur proposition du directeur général de la Sûreté nationale et avec l'accord du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire", s'inscrit dans le cadre du "plan d'action de la DGSN, qui repose sur une évaluation globale des activités des services sur une période de trois (3) ans, en vue d'insuffler une nouvelle dynamique dans les rangs des responsables de ces services à tous les niveaux".

Dans ce cadre, 11 chefs de Sûreté de wilaya adjoints ont été promus chefs de Sûreté de wilaya et six (6) chefs de Sûreté de wilaya du sud ont été nommés chefs de Sûreté de wilaya du nord.

Faid reçoit l'ambassadeur de la Corée du sud en Algérie : la coopération économique et financière examinée

Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a reçu, hier, à Alger, l'ambassadeur de la Corée du Sud en Algérie, You Ki-Jun, avec qui il a évoqué la coopération économique et financière bilatérale. Lors de cet entretien, tenu au niveau du siège du ministère, les deux parties ont passé en revue l'état de la coopération bilatérale et ses perspectives, notamment dans le secteur des finances, ainsi que les voies et moyens à même de la renforcer davantage.



A cet égard, les deux parties ont «salué le niveau atteint par cette collaboration, laquelle est appelée à être consolidée dans l'avenir au regard des potentialités économiques considérables des deux pays». Les deux parties ont également «exprimé leur satisfaction concernant la coopération en cours, en matière de modernisation des services des douanes», ajoute la même source. La présence des entreprises sud-coréennes en Algérie et leurs préoccupations ont été abordées lors de cette entrevue. Tout en souhaitant une présence plus accrue, M. Faid a confirmé à son interlocuteur que «les instances concernées sont bien au fait des préoccupations de ces entreprises et que ces dernières sont déjà prises en charge pour dégager les solutions idoines, conformément à la réglementation en vigueur», ajoute la même source. Le ministre a saisi cette occasion pour faire part au diplomate coréen les différentes réformes engagées par le gouvernement algérien pour améliorer l'écosystème lié à l'investissement, tout en soulignant que le nouveau cadre régissant l'investissement offre des facilités et des garanties, permettant aux investisseurs qu'ils soient étrangers ou locaux, d'exercer leurs activités dans les meilleures conditions. Pour sa part, M. Ki-Jun a tenu à signaler à l'occasion de cette rencontre «son engagement à multiplier les actions en vue de tout mettre en œuvre, pour porter

la coopération bilatérale à un niveau qui puisse exploiter pleinement le potentiel existant entre les deux pays et bâtir un partenariat de qualité mutuellement bénéfique».



Poutine réussit un coup de maître sur l'échiquier africain Quelle place pour l'Algérie?

Alger n'a pas la volonté d'être à l'avant-poste d'une nouvelle guerre froide qui se joue, ni d'être un poste avancé sur l'Europe.

L'image diffusée par les chaînes de télévision maghrébines et africaines montrant Aïmene Benabderrahmane, Premier ministre, assis à la droite du président Vladimir Poutine, se passe de tout commentaire; un message fort qui exprime les liens entre Alger et Moscou. C'est un privilège accordé au représentant du président Abdelmadjid Teboune au Sommet Russie-Afrique et qui témoigne de la place qu'occupe l'Algérie auprès du patron du Kremlin. «C'est une preuve que l'Algérie occupe une place très importante dans les objectifs et les projets que se propose de réaliser la Russie dans le continent africain», commente Nour Nada, membre du conseil d'administration de la fondation russo-égyptienne pour la culture et la science.

Les Russes et les grands crus algériens.

«L'Algérie est une case incontournable en Afrique. Si on s'amuse à la situer sur l'échiquier de la Russie pour l'Afrique nous dirions sans risque de nous tromper que l'Algérie occupe la place de la Reine», complète Kamel Louadj, correspondant de Sputnik Afrique à Saint-Pétersbourg. «Maintenant tout dépendra de la réactivité des responsables et des entreprises algériennes dans la concrétisation sur le terrain des nombreux projets que propose la Russie», tempère ce journaliste à l'énergie débordante qui a quitté Paris pour s'installer en Russie. «L'Algérie a décidé de reconquérir sa place sur le marché russe», fait remarquer une journaliste d'Alg24 frappée par le rush de visiteurs russes devant le stand de la société Les Grands Crus de l'ouest algérien.

Du vin rouge, du vin blanc et du rosé ont fait remuer les palais des dégustateurs russes très friands de vin algérien. Abandonnée depuis des décennies, l'Algérie a décidé de se réapproprier la niche vinicole très pourvoyeuse en devises. Cette exposition aux côtés d'autres produits, est un signe de cette volonté d'aller à la conquête du marché russe et d'autres marchés africains. Contrairement à de nombreux autres pays africains, la présence de l'Algérie à ce Sommet a une particularité bien précise. Elle y est allée en quête de ressources érémitiques, elle en a et elle en revend. Elle ne s'est pas rendue à Saint-Pétersbourg pour chercher des ressources minérales, son sol en regorge, elle cherche des partenaires pour les exploiter. Elle ne s'est pas présentée pour demander du blé, elle en achète cash.

En allant à ce rendez-vous, elle ne souhaitait pas un effacement de dettes, car justement elle n'a pas de dettes. Mieux, c'est elle qui a effacé les dettes de 14 États africains et s'active en faveur du rééchelonnement des dettes d'autres États. Elle a alloué via l'Agence nationale de développement de la coopération internationale pour la solidarité et le développement, un budget de 1 milliard USD, aux projets de développement dans les États africains. Enfin, en participant à ce deuxième Sommet, l'Algérie ne quémandait pas mais elle cherchait des partenariats gagnant-gagnant ce qui concorde exactement avec l'esprit même du deal de Saint- Pétersbourg. Maintenant que Moscou a affiché une intention sincère de développer ses relations avec les pays africains, en stimulant le commerce, les investissements, l'Algérie a décidé d'y aller pour engranger le maximum de dividendes. Dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, lors d'une séance ayant regroupé des chefs d'État et de gouvernement, présidée par Vladimir Poutine, le président Tebboune a indiqué que l'Algérie aspirait à un «partenariat afro-russe fort et mutuellement bénéfique, à même de permettre la réalisation des aspirations et attentes de nos peuples à davantage de progrès et de développement, et l'émergence d'un ordre mondial juste, basé sur le respect des principes du droit international et du multilatéralisme».

La realpolitik comme ligne de conduite

À cet égard, le président de la République a souligné que l'Algérie misait, dans ses démarches de développement, sur les relations de coopération avec ses partenaires étrangers, dont la Russie, «partenaire stratégique», l'Algérie étant le deuxième plus grand partenaire commercial de la Russie dans le continent

africain.

N'obéissant à aucune chapelle, entièrement souveraine dans ses décisions, l'Algérie fait de la realpolitik une nécessité de son action diplomatique. C'est dans ce sillage que le président Tebboune a entamé un périple qui l'a mené à Moscou, Pékin, Ankara et Doha. Mais s'afficher aux côtés de Xi Jinping, Poutine et Erdogan, ne signifie pas que Tebboune tourne le dos à l'Occident. Les principaux clients en énergie de l'Algérie sont la France, l'Italie et l'Espagne. Il y a quelques jours, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a reçu de la part de son homologue américain, le secrétaire d'État Antony Blinken, une lettre l'invitant à effectuer une visite de travail à Washington «dans les délais les plus rapprochés que permettraient les engagements respectifs des deux parties». Le non-alignement est notre politique», insiste le président Abdelmadjid Tebboune. Alger n'a pas la volonté d'être à l'avant-poste d'une nouvelle guerre froide qui se joue, ni d'être un poste avancé sur l'Europe. Elle veut être un partenaire fiable et souverain dans ses décisions.



Retour sur la visite du président Tebboune en Chine

Le décryptage de l'ambassadeur.

La visite historique effectuée par le président de la République en Chine était, on l'aura deviné, tout aussi importante pour Pékin que pour Alger. Le soin particulier qui a entouré les préparatifs en disent long sur la volonté de la Chine à faire de cette rencontre au Sommet une séquence mémorable. L'ambassadeur de Chine à Alger, Li Jian, a décrit, dans une conférence de presse dédiée à cette visite, le soin particulier qu'avait mis les organisateurs de l'évènement, jusqu'à «des répétitions générales pour ne rien laisser au hasard», confie l'ambassadeur qui semble visiblement satisfait du résultat. Dans les coulisses de cette visite que Li Jian a présenté dans son allocution au siège de l'ambassade à Alger, on retrouve des attentions amicales de la Chine en direction de l'Algérie. Des symboles qui n'étaient pas nécessaires dans une visite d'État, mais que l'hôte du président Tebboune a mis en évidence, en signe de grand respect pour l'État et le peuple algériens, à l'image des trois couleurs représentant le drapeau algérien qu'on retrouvait un peu partout, dans les fleurs et autres ornements. Des attentions qui peuvent paraître petites, mais dans l'esprit d'un Chinois cela représente un haut degré de sincérité. Ce n'est pas le faste qui compte, mais le symbole, et aussi les mots. En cela, l'ambassadeur note le choix très «pointu»

des mots utilisés par le président Xi Jinping, qui expriment l'amitié sincère que voue son pays à l'Algérie. L'ambassadeur de Chine en Algérie a expliqué dans sa conférence de presse, non seulement les conclusions et les implications politiques, économiques et géopolitiques de la visite d'État du président Tebboune en Chine, mais aussi un aspect presque immatériel de cet évènement politique majeur qui met en symbiose une super-puissance mondiale avec un grand pays d'Afrique. Le profond respect mutuel est ainsi mis en évidence et présenté par Li Jian comme la quintessence du partenariat algéro-chinois, censé prendre un nouvel élan avec la visite du président Tebboune à Pékin. Laquelle visite aura été, selon les propos de l'ambassadeur, «un succès à tous les niveaux», qui a formulé la conviction que les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays iront en s'approfondissant. Cet approfondissement est attendu sous forme de «Plusieurs mégaprojets (qui) seront réalisés à l'avenir entre l'Algérie et la Chine, notamment en matière d'infrastructures», a relevé l'ambassadeur, qui lie le succès de ce nouveau partenariat à la dynamique des entreprises algériennes et chinoises, notamment dans le projet de l'usine de batterie annoncée par le président Xi Jinping. Il reste que le ton est à l'optimisme en ce qui concerne les investissements d'entreprises privées chinoises en Algérie, puisque l'on apprend que de nouvelles unités de production dans la filière textile. Un autre signe qui plaide en faveur de l'attractivité de l'Algérie. Au plan de la politique internationale, l'ambassadeur de Chine en Algérie a relevé le parfait accord entre les deux présidents, algérien et chinois, sur l'urgence «de solutions politiques et pacifiques à la question palestinienne, ainsi qu'à la situation prévalant au Yémen, en Syrie, au Mali et au Soudan». Cela, tout en expliquant que «la position de son pays vis-à-vis de la question sahraouie, soutenant les efforts des Nations unies pour trouver une solution pacifique et juste à cette question, n'a pas changé». Li Jian en veut pour preuve «le communiqué commun sanctionnant la visite du président Tebboune en Chine» qui aborde cette question sans nuance. Au sujet de l'élection de l'Algérie en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine reçoit avec une grande satisfaction ce succès diplomatique de l'Algérie et «les deux ministères des Affaires étrangères des deux pays intensifieront leur coopération pour instaurer la paix dans le monde», a ajouté l'ambassadeur. Enfin, question récurrente, mais aussi très importante, l'adhésion de l'Algérie au groupe des Brics, a été abordée avec enthousiasme par le représentant de la diplomatie chinoise en Algérie. Le soutien de la Chine à la candidature de l'Algérie ne souffre d'aucune équivoque. Plusieurs mégaprojets seront réalisés à l'avenir entre l'Algérie et la Chine.

**Nikita Gusakov, vice-président d’Afreximbank, à L’Expression
«nous avons de grandes ambitions pour l’afrique».**

Nikita Gusakov, est vice-président d'Afrique Export Import Bank (Afreximbank) et CEO du Groupe russe du Centre d'exportation (Exiar). Dans cet entretien, il nous livre la stratégie globale sur laquelle devra s'appuyer la Fédération de Russie pour joindre les actes à la parole. Pour ce faire, Exiar pourrait s'avérer être une arme redoutable pour échafauder cette stratégie sur laquelle le président russe Vladimir Poutine compte beaucoup. Pragmatique et très pertinent, Gusakov propose de développer ensemble des mécanismes nouveaux pour trouver de nouvelles routes des containers, des chemins directs et sûrs, ainsi que des systèmes financiers nouveaux pour contourner les systèmes classiques. Il croit également que les Africains se doivent de réagir rapidement pour sortir de cette situation globale. Écoutons-le...

L'Expression: Quels sont les objectifs et vocation du centre d'exportation russe?

Nikita Gusakov: Nous nous occupons des exportations et des importations de marchandises les plus critiques dans l'État de Russie. On s'occupe aussi des services financiers et des assurances. Je représente le Centre de l'export russe, dont la Banque fait partie. En fait, notre activité est très proche des sociétés comme Sechi ou Ernest, par exemple. Notre but est d'aller à la découverte et d'établir les contacts, à l'étranger, entre les producteurs russes et les clients en Afrique et vice versa pour améliorer le transfert de marchandises. Mais ce qui est le plus important, c'est l'organisation de missions d'affaires pour les entreprises russes et africaines. L'Afrique est notre partenaire le plus important et c'est l'un des points clés pour promouvoir les relations avec l'ensemble des pays africains, mais aussi la promotion des relations entre les entreprises russes et africaines. Nous avons organisé ensemble un forum en 2019, qui a été un succès. Et donc, ensemble nous travaillons pour maintenir les contacts et les relations au profit de l'Afrique et de la Russie. Nous nous occupons du monde des affaires et du commerce et non de politique. Ce n'est pas dans notre agenda. Nous organisons des échanges de toutes sortes, en vue de prospecter des affaires et des opportunités. Nous avons organisé plus de 300 entrevues entre différentes

entreprises russes et africaines, en marge de ce sommet. Et nous avons mis en ligne une plate-forme pour une meilleure communication.

L'Afrique vient d'actionner la Zlécaf, comment voyez-vous cette opportunité?

Pour ce qui est de la Zlécaf, je pense que c'est un très grand pas en avant, qui pourrait contribuer à améliorer le chiffre d'affaires entre nos continents, à savoir l'Afrique et la Russie. Cette zone pourrait être utilisée pour que certaines régions deviennent des bases pour le développement de tout le continent en entier. Cela étant, nous avons évoqué le choix de l'Égypte comme étant une des zones industrielles de développement, ainsi que le canal de Suez pour pouvoir exporter plus, vers tout le continent africain. Bien sûr, nous serons intéressés par d'autres zones d'intérêt sur le continent africain, puisqu'une zone en particulier n'est pas assez grande et suffisante pour nous. Donc on cherche à explorer d'autres pays voisins.

Nous espérons, bien entendu, accroître les échanges et la coopération entre l'Union économique de l'Eurasie, qui comprend la Russie, le Kazakhstan, le Kurdistan, l'Arménie et la Biélorussie, et le continent africain. Et par la suite, pouvoir créer ensemble la zone économique de libre-échange entre nos communautés réciproques, pour promouvoir nos relations et accroître nos chiffres d'affaires.

Cependant, il y a cette principale contrainte qui est liée au fret et aux surcoûts de transport et, notamment, les frais relatifs aux assurances, qui se posent avec acuité, pour les opérateurs économiques, comme c'est le cas en Algérie...

En ce qui concerne l'Algérie, elle n'est pas si éloignée de la Russie. Nous continuons de développer des relations économiques avec des pays beaucoup plus éloignés, comme ceux de l'Amérique latine, l'Inde ou d'autres encore. Bien sûr, il va sans dire que le coût des exportations est devenu beaucoup plus élevé, au cours de ces dernières années. Cela pose des problèmes de compétitivité pour nombre d'entreprises, y compris nos entreprises en Russie, comme celles à l'échelle internationale. Je dirais aussi, que nous exportons six fois plus que nous importons. D'où cette nécessité de trouver davantage de marchandises en Afrique, par exemple en Algérie pour pouvoir les charger dans les transports qui partent en Afrique. C'est une solution. Ce transport pourrait être utilisé par deux fois, en aller et au retour. Nous devons trouver des chemins pour améliorer le

transport de marchandises, ce qui permettra de promouvoir les échanges entre les deux continents.

Comment faire pratiquement pour transcender toute cette problématique?

Aujourd'hui, je voudrais attirer votre attention sur le fait que tous les échanges commerciaux passaient par les grandes entreprises basées en Europe, notamment en Suisse. Ces dernières devaient revendre nos produits dans les pays d'Europe et la même chose était faite avec les pays africains. Telle était la situation avec les noix et les noix de coco et d'autres produits encore. Aujourd'hui, nous avons la possibilité de renverser toute cette situation à notre profit et avantage, et reprendre tous ces bénéfices, versés avant dans les poches de ces grandes entreprises. Elles ne sont plus dans notre rayon d'activités, et nous devons saisir cette opportunité et réapprendre à faire beaucoup de choses, notamment comment organiser les transports et résoudre les problèmes de logistique. Mais on est sûr de gagner plus qu'avant.

Comment devra s'organiser alors cette expédition commerciale et d'accroissement du business bilatéral?

Aujourd'hui, en termes de soutien officiel, nous devons compter beaucoup plus sur le soutien et l'assistance de notre gouvernement, notamment sur l'assurance qu'il pourrait nous apporter, pour ce qui est de la demande sur certains produits et services, ce qui aura pour conséquence de doubler le chiffre d'affaires pour nos deux continents.

Quel bilan faites-vous des réalisations issues du dernier Forum de Sotchi en 2019?

Il n'est un secret pour personne que la pandémie de Covid-19 a eu un effet néfaste pour l'ensemble de l'économie mondiale, donc tous les contacts ont été interrompus, et ensuite la situation géopolitique a beaucoup influé sur le reste. C'est pour cela que nous avons changé toute la logistique et les moyens de paiement et établi des relations directes. Aujourd'hui, grâce à ce sommet, nous espérons avoir des résultats beaucoup plus positifs et atteindre les objectifs tracés. Aujourd'hui, on voit que les pays africains ont plus intérêt à agir, tout comme les entreprises russes, qui savent qu'elles ne peuvent plus rester passives et qu'on doit agir vite. Donc, nous cherchons des alternatives au marché européen, qui n'est plus là. C'est pour cela que nous sommes en quête de partenariats et de solutions directes avec les Africains. Après ce sommet Russie-Afrique, je pense que sur le long terme, cela va déboucher sur de meilleurs résultats, y compris si tous les pays

cherchaient des solutions pour financer ces projets ensemble. Les énergies vertes pourraient-elles représenter une alternative pour l'essor du continent africain?

Pour ce qui est de l'investissement dans le secteur de l'énergie, aujourd'hui, il y a plusieurs entreprises russes qui seraient heureuses de partager leurs technologies et qui continuent à explorer le continent africain. Il y a, également, cette grande question sur le comment assurer la continuité du transport de l'énergie, puisqu'en Afrique?. Il n'existe pas assez de pipes ou conduites pour le transport du gaz et autres pour atteindre toutes les régions. Aujourd'hui, la Russie peut proposer des solutions, notamment avec les pipes qui sont produits au sein de la Fédération et qui pourraient être exportés par les entreprises russes vers l'Afrique. Cela pourrait être fait par concession ou par investissement, en tout cas, la réflexion doit se poursuivre pour trouver les meilleures formules dans ce cadre. De plus, il faut aussi dire que les stations d'énergie qui existent en Afrique ont été réalisées par l'ex-Urss ou la Fédération de Russie, donc on devrait penser à développer cet axe. Pour ce qui est des énergies vertes, je ne pense pas que ce soit une bonne solution pour l'Afrique, car le continent nécessite une forte industrialisation. C'est pour cela, qu'il faudra opter pour des sources d'énergie classiques, non polluantes et moins onéreuses, comme le gaz qui représente la meilleure alternative, comparativement à toutes les autres variantes. C'est la meilleure solution parce qu'il n'est pas cher et il est assez vert.

L'Algérie a signé un deuxième partenariat stratégique global avec la Russie, avec, à l'appui, la signature de huit contrats multisectoriels. Faites-vous partie de ces accords?

La coopération bilatérale continue de plus belle entre nos deux pays. Nous axons nos efforts sur les volets économiques. Nos entreprises cherchent à investir en Algérie et en Afrique avec plusieurs opportunités et plusieurs variantes.

L'Algérie vient d'achever une autoroute, la Transsaharienne longue de plus de 4.700 km, un véritable corridor économique?

L'Algérie pourrait devenir, dans le long terme, une base logistique importante, tout comme on aura besoin de plusieurs sites sur le continent pour que le flux commercial soit plus dense.

Quel est le capital de votre société?

Notre agence est gouvernementale et nous disposons de 2 milliards de dollars comme capital.

Algérie-Corée du Sud : Faïd évoque la coopération économique et financière avec l'ambassadeur sud-coréen

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu, ce lundi à Alger, l'ambassadeur de la Corée du Sud en Algérie, You Ki-Jun, avec qui il a évoqué la coopération économique et financière bilatérale, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Lors de cet entretien, tenu au niveau du siège du ministère, les deux parties ont passé en revue l'état de la coopération bilatérale et ses perspectives, notamment dans le secteur des finances, ainsi que les voies et moyens à même de la renforcer davantage, selon la même source. A cet égard, les deux parties ont « salué le niveau atteint par cette collaboration, laquelle est appelée à être consolidée dans l'avenir au regard des potentialités économiques considérables des deux pays ».



Les deux parties ont également « exprimé leur satisfaction concernant la coopération en cours, en matière de modernisation des services des douanes », ajoute la même source. La présence des entreprises sud-coréennes en Algérie et leurs préoccupations ont été abordées lors de cette entrevue.

Tout en souhaitant une présence plus accrue, M. Faïd a confirmé à son interlocuteur que « les instances concernées sont bien au fait des préoccupations de ces entreprises et que ces dernières sont déjà prises en charge pour dégager les solutions idoines, conformément à la réglementation en vigueur », ajoute la même source.

Le ministre a saisi cette occasion pour faire part au diplomate coréen des différentes réformes engagées par le gouvernement algérien pour améliorer l'écosystème lié à l'investissement, tout en soulignant que le nouveau cadre régissant l'investissement offre des facilités et de garanties, permettant aux

investisseurs qu'ils soient étrangers ou locaux, d'exercer leurs activités dans les meilleures conditions.

Pour sa part, M. Ki-Jun a tenu à signaler à l'occasion de cette rencontre, « son engagement à multiplier les actions en vue de tout mettre en œuvre, pour porter la coopération bilatérale à un niveau qui puisse exploiter pleinement le potentiel existant entre les deux pays et bâtir un partenariat de qualité mutuellement bénéfique », selon le communiqué du ministère.



Vente de logements en ligne : La Cnep-Banque lance une plate-forme

La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (Cnep-Banque) lancera demain mardi une plate-forme numérique de vente de logements réalisés dans le cadre de la promotion immobilière directe, a indiqué ce lundi un communiqué de cette banque publique.

Baptisée « Cnep Market », cette nouvelle solution qui « marque une étape majeure dans le secteur immobilier », offre aux clients un accès facile à une gamme diversifiée de logements et de locaux, directement auprès de la Banque, selon la même source. Les logements disponibles sont proposés sur la plateforme (disponible dans les trois langues: arabe, français et anglais), sous deux formules: la première est destinée aux clients épargnants et la seconde est ouverte au grand public sous la forme de vente libre. Ainsi, les clients intéressés pourront sur « Cnep Market » réserver en ligne le bien souhaité et poursuivre le processus d'acquisition au niveau de l'agence Cnep-Banque la plus proche.

A travers cette opération, « Cnep-Banque met à la disposition de sa clientèle une opportunité unique de simplifier leur processus d'achat de logements à travers un moyen moderne, disponible et sécurisé », est-il souligné. « Cette démarche confirme l'engagement de la Banque dans l'innovation de solutions pratiques pour répondre aux besoins de ses clients et du citoyen en général et ce, conformément aux orientations des pouvoirs publics en la matière », ajoute la banque dans son communiqué.

Investissement : Le nombre de projets enregistrés atteint près de 3.000

Le nombre de projets d'investissement enregistrés au 20 juillet en cours, s'élève à près de 3.000, d'un coût global de 1.694 milliards de dinars, a indiqué, ce lundi, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane.

Dans son allocution lors de la cérémonie d'installation du Conseil national consultatif de promotion des exportations, le Premier ministre a précisé que le nombre de projets d'investissement enregistrés, répondant à toutes les conditions et incitations au 20 juillet 2023, a atteint 2.984 projets, dont 2.923 locaux et 21 projets avec des partenariats étrangers, à même de créer plus de 76.300 emplois. M. Benabderrahmane a affirmé que ces chiffres témoignaient de l'efficacité de l'approche adoptée pour réformer le système national dans le domaine de l'investissement et éliminer tous les obstacles et les déséquilibres à travers la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement le 24 juillet 2022 et tous ses textes d'application, avec l'installation immédiate de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement et son entrée en activité.

Il a ajouté que « les prémices de la pertinence du travail de l'Agence se font déjà ressentir », notamment en matière de libération de l'investissement, d'accompagnement des investisseurs et d'attractivité des investissements étrangers, des réformes qui seront complétées par l'adoption des autres textes législatifs relatifs notamment au foncier industriel, à même de réguler le foncier et l'aménager pour la domiciliation des investissements, avec le renforcement de la protection légale du foncier, tous types confondus. La concrétisation de ces réformes s'inscrit dans une approche globale pour mettre au point un nouveau modèle économique basé sur la diversification de la croissance et sur l'économie de la connaissance, qui englobe plusieurs thèmes à même d'améliorer le climat des affaires et de l'investissement.

Dans ce cadre, le Premier ministre a mis en avant une panoplie de procédures prises en matière de réformes bancaires et financières, notamment à travers la facilitation de l'opération de financement de l'économie et la diversification des

offres de financement, ainsi que la généralisation des moyens modernes de paiement, la création de banques spécialisées et la garantie du soutien et de l'accompagnement financier par les banques aux investisseurs et aux établissements créateurs de richesse et d'emplois.

Un taux de financement sans précédent

A cet égard, il a révélé que le financement de l'économie nationale par les banques, notamment celles du secteur public, a atteint un taux « sans précédent », grâce aux « nouveaux mécanismes de financement appliqués par les banques, et grâce à la rapidité du traitement des dossiers de prêts ». Le total des crédits octroyés à l'économie nationale au 30 juin dernier, est estimé à environ 10.294 milliards de dinars, soit une hausse de 1,77 % par rapport à la même période de 2022, ce qui témoigne de la « dynamique économique et financière conséquente et croissante » que connaît le pays, a-t-il ajouté.

Concernant les mesures adoptées visant la mise en oeuvre d'une politique commerciale adaptée à l'économie mondiale, M. Benabderrahmane a souligné l'importance d'adhérer aux zones de libre échange continentales et régionales, ainsi que celles avec les pays voisins, avec l'adoption d'une approche « basée sur l'anticipation, qui sert les intérêts économiques du pays, et garantit la création de nouveaux marchés pour le produit national », qui aura pour effet le renforcement des capacités en matière de transport et de logistique, ainsi que l'ouverture de nouvelles lignes aériennes et maritimes, permettant ainsi la réhabilitation et la réforme de la gestion des ports, des aéroports, ainsi que des entreprises nationales de transport aérien et maritime avec l'amélioration de leurs capacités.

Le Premier ministre a, en outre, affirmé que le Gouvernement travaillait d'arrache-pied pour la finalisation du dossier concernant l'ouverture de succursales de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur « ALGEX » au niveau de plusieurs pays africains, dans le but de « promouvoir et de faire connaître le produit national, et ce, en application des directives du président de la République ».



Pétrole : Le Brent à plus de 85 dollars

Les cours du pétrole évoluaient, ce lundi, en petite hausse, à leur plus haut niveau depuis trois mois.

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, dont c'est le dernier jour de cotation, prenait 0,52% à 85,43 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, progressait de 0,78% à 81,21 dollars. Les deux références mondiales du brut évoluaient ainsi à leur plus haut niveau depuis plus de trois mois.

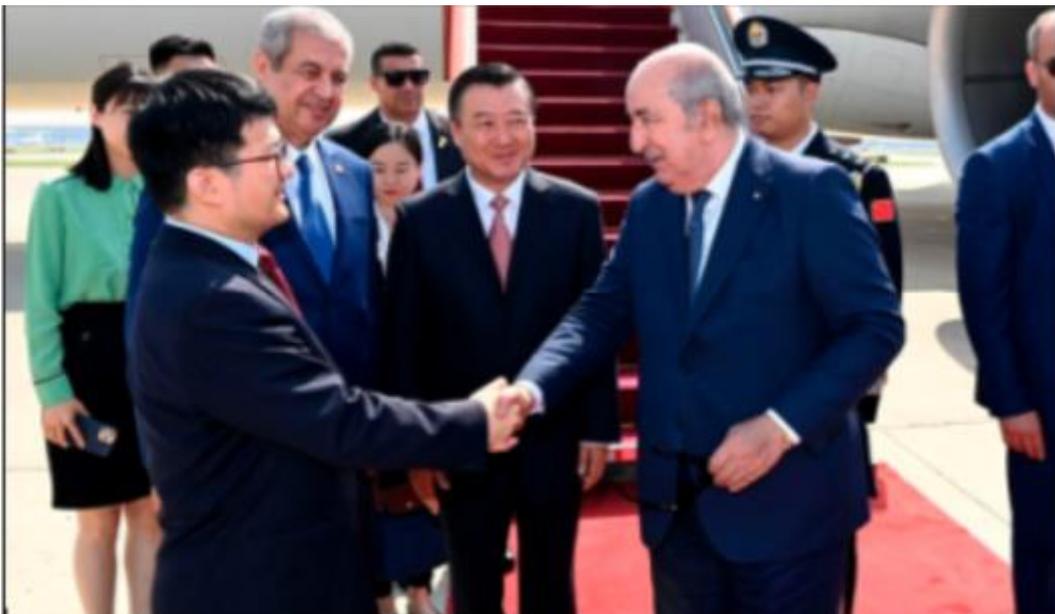
« La résistance de la demande de pétrole combinée aux réductions de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés) ont fait pencher l'humeur du marché pétrolier dans la direction haussière », commentent les analystes de DNB.

La hausse des cours restait cependant «modeste», d'autres facteurs pesant sur le brut comme la situation économique chinoise, « qui envoie des signaux contradictoires » au marché, notent les analystes



Un succès à tous les niveaux

La récente visite d'Etat du Président Tebboune en Chine



La visite d'Etat effectuée par le Président Abdelmadjid Tebboune, récemment en Chine, s'est soldée par «un succès à tous les niveaux», à même de renforcer davantage la profondeur des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays. C'est l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian, qui l'a affirmé, dimanche, lors d'une conférence de presse au siège de l'ambassade de Chine à Alger. Le diplomate a indiqué que la visite du Président Tebboune en Chine était «historique, réussie à tous les niveaux et permettra d'approfondir les relations d'amitié solides et de coopération entre les deux pays». Il a fait part de plusieurs mégaprojets qui seront réalisés à l'avenir entre l'Algérie et la Chine, notamment en matière d'infrastructures. L'ambassadeur a rappelé l'accueil chaleureux qui a été réservé au président de la République en Chine, et a souligné l'importance des entretiens entre le Président Tebboune et son homologue chinois, Xi Jinping, lesquels avaient permis de passer en revue les différentes questions régionales et internationales d'intérêt commun.

Il a affirmé, dans ce contexte, que les deux Présidents avaient souligné l'importance de «trouver des solutions politiques et pacifiques à la question palestinienne, ainsi qu'à la situation prévalant au Yémen, en Syrie, au Mali et au Soudan». L'ambassadeur chinois a indiqué que «la position de son pays vis-à-vis de la question sahraouie, soutenant les efforts des Nations unies pour trouver une solution pacifique et juste à cette question, n'a pas changé, comme mentionné dans le communiqué commun sanctionnant la visite du Président Tebboune en Chine». Après l'élection de l'Algérie en tant que membre non-permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, «les deux ministères des Affaires étrangères des deux pays intensifieront leur coopération pour instaurer la paix dans le monde», a-t-il ajouté. A l'occasion de cette conférence, l'ambassadeur chinois a réitéré le soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie au groupe des «BRICS», saluant le progrès réalisé par l'Algérie, récemment, sous la direction du Président Tebboune. En mars dernier, sur le compte de l'ambassade de son pays via Twitter, l'ambassadeur de la Chine en Algérie, avait déjà évoqué la solidité de la relation qui lie la Chine à l'Algérie, indiquant qu'il s'agit d'une profonde amitié traditionnelle. Il avait également souligné que la coopération entre les deux pays a obtenu des résultats fructueux dans plusieurs domaines, rappelant que la Chine a achevé dans le domaine de la construction, de grands projets tels que la Mosquée d'Alger et le complexe olympique à Oran. Il avait fait remarquer aussi

que dans le domaine du commerce, la Chine est un partenaire solide pour l'Algérie, ainsi que dans l'industrie, la technologie, la santé, l'éducation et d'autres domaines. La visite d'Etat, toute récente, en République populaire de Chine, du Président Tebboune, à l'invitation de son homologue chinois, Xi Jinping, a été une échéance bilatérale centrale qui a permis de réaliser un bond qualitatif dans les relations algéro-chinoises, et d'insuffler un contenu plus solide et diversifié au partenariat global que les deux pays ambitionnent d'asseoir. Le Communiqué commun qui a sanctionné, à cette occasion, les entretiens entre les deux Présidents, a appelé à poursuivre l'intensification de la concertation politique, consolider la coopération sécuritaire, approfondir le partenariat économique et renforcer la coopération dans tous les domaines.



L'AMBASSADEUR CHINOIS CONFIRME : Réalisation de mégaprojets entre l'Algérie et la Chine

« Plusieurs mégaprojets seront réalisés à l'avenir entre l'Algérie et la Chine, notamment en matière d'infrastructures », a confirmé l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian, dimanche, lors d'une conférence de presse au siège de l'ambassade de Chine à Alger.

Revenant sur la visite d'État effectuée récemment par le président Abdelmadjid Tebboune, récemment en Chine, il a qualifié cette visite d' « historique » et a affirmé qu'elle s'est soldée par « un succès à tous les niveaux », à même de renforcer davantage la profondeur des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays. L'ambassadeur chinois fait sans doute référence aux 19 accords de coopération et mémorandums d'entente dans plusieurs domaines qui ont été signés entre les deux pays. On sait que le président Tebboune a parlé d'un volume de 36 milliards de dollars dans divers domaines grâce à des mégaprojets, découlant des grandes perspectives d'investissement, entre les deux pays, ouvertes par cette visite. Les entretiens que le président Tebboune a eu avec son homologue chinois, Xi Jinping, précédés par des entretiens élargis aux membres des deux délégations, ont été sanctionnés par un communiqué commun dans lequel ils ont convenu de poursuivre l'intensification de la concertation politique, consolider la coopération sécuritaire, approfondir le partenariat économique et renforcer la coopération dans tous les domaines. Dans ce sens, l'Algérie et la Chine vont « consolider l'adaptation des stratégies de

développement des deux pays de manière globale, exploiter les avantages complémentaires et approfondir la coopération pratique au mieux des intérêts des deux peuples. Les références citées sont la signature, en novembre et décembre 2022, du « Plan exécutif pour la concrétisation conjointe de l'Initiative de la Ceinture et de la Route », du « 2e Plan quinquennal de coopération stratégique globale (2022-2026), ainsi que du « Plan triennal 2022-2024 de coopération dans des domaines stratégiques ». Dans sa conférence de presse de dimanche, l'ambassadeur chinois, tout en rappelant l'accueil chaleureux qui a été réservé au président de la République en Chine, a évoqué les différentes questions régionales et internationales d'intérêt commun qui ont été passées en revue lors des entretiens entre le président Tebboune et son homologue chinois, Xi Jinping. Il a affirmé, dans ce contexte, que les deux Présidents avaient souligné l'importance de « trouver des solutions politiques et pacifiques à la question palestinienne, ainsi qu'à la situation prévalant au Yémen, en Syrie, au Mali et au Soudan ». L'ambassadeur chinois a indiqué que « la position de son pays vis-à-vis de la question sahraouie, soutenant les efforts des Nations unies pour trouver une solution pacifique et juste à cette question, n'a pas changé, comme mentionné dans le communiqué commun sanctionnant la visite du président Tebboune en Chine ». Après l'élection de l'Algérie en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, « les deux ministères des Affaires étrangères des deux pays intensifieront leur coopération pour instaurer la paix dans le monde », a-t-il ajouté. A l'occasion de cette conférence, l'ambassadeur chinois a réitéré le soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie au groupe des « BRICS », saluant les progrès réalisés par l'Algérie, récemment, sous la direction du président Tebboune. À ce propos, rappelons que la demande d'adhésion de l'Algérie aux BRICS est motivée, notamment, par les mutations profondes que connaît l'économie algérienne et les aspirations de l'Algérie à s'adapter aux développements survenus sur la scène économique mondiale. Dans le même sens, dans une entrevue accordée à la Télévision centrale de Chine « CCTV », en marge de la visite d'État qu'il a effectuée en Chine, le président Abdelmadjid Tebboune a fait savoir que l'Algérie avait demandé officiellement à rejoindre la Nouvelle Banque de développement des BRICS, en tant qu'actionnaire, avec une première contribution à hauteur de 1,5 milliard de dollars, soulignant que l'adhésion de l'Algérie au groupe composé de cinq pays émergents « ouvre de nouvelles perspectives économiques ».

Selon l'Ambassadeur de Chine à Alger: Vers la réalisation de plusieurs mégaprojets en Algérie

«Un succès à tous les niveaux », c'est le résumé livré par l'Ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian, à propos de la visite d'Etat effectuée par le président de la République Abdelmadjid Tebboune en Chine, qui s'est étalée du 17 au 21 juillet. La visite de Tebboune en Chine était « historique, réussie à tous les niveaux et permettra d'approfondir les relations d'amitié solides et de coopération entre les deux pays », a indiqué le diplomate, lors d'une conférence de presse, au siège de l'Ambassade de Chine à Alger. Relevant dans ce sillage que « plusieurs mégaprojets seront réalisés, à l'avenir, entre l'Algérie et la Chine, notamment en matière d'infrastructures ». La Chine projette d'investir une somme colossale de 36 milliards d'euros, dans les prochaines années, selon une déclaration du Président Tebboune. Rappelons dans ce sillage qu'une série de 19 accords de coopération et mémorandums d'entente ont été signés, dans le cadre de cette visite. Il s'agit d'un accord de coopération dans le domaine du Transport ferroviaire, un mémorandum d'entente sur la création d'un Centre de transferts technologiques, un mémorandum d'entente dans le domaine agricole, un accord-cadre de coopération dans le domaine des Télécommunications, un mémorandum d'entente dans le domaine sportif, un mémorandum d'entente portant mise en place d'un groupe de travail pour la coopération économique et l'investissement et un mémorandum d'entente sur le renforcement de la coopération commerciale.

Les deux pays ont signé aussi un mémorandum d'entente entre l'Académie chinoise de la gouvernance et le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, un mémorandum d'entente sur la coopération technique en matière de quarantaine animale et végétale et un Programme exécutif dans le domaine de la Recherche scientifique et spatiale, en plus d'un mémorandum d'entente dans le domaine du Développement social et de la Coopération dans le domaine des énergies renouvelables et de l'hydrogène. Ils ont, également, signé un mémorandum d'entente pour le renforcement du développement durable, un autre entre les instituts des Affaires étrangères des deux pays, et un dernier entre le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et l'Assemblée populaire chinoise pour le renforcement du Commerce international.

Les deux présidents ont convenu, selon un communiqué commun, sanctionnant les entretiens qu'ils ont eu en tête-à-tête, et qui ont été précédés par des

entretiens élargis aux membres des deux délégations, de poursuivre l'intensification de la concertation politique, consolider la coopération sécuritaire, approfondir le partenariat économique et renforcer la coopération dans tous les domaines.

Il y a également l'importance des entretiens entre le Président Tebboune et son homologue chinois, Xi Jinping, lesquels avaient permis de passer en revue les différentes questions régionales et internationales d'intérêt commun, comme n'a pas manqué de souligner M. Li Jian, lors de la conférence de presse, et ce, après avoir rappelé l'accueil chaleureux qui a été réservé au président de la République en Chine.

M. Li Jiang a souligné également que les deux présidents avaient convenu de l'importance de « trouver des solutions politiques et pacifiques à la question palestinienne, ainsi qu'à la situation prévalant au Yémen, en Syrie, au Mali et au Soudan ». L'Ambassadeur chinois a indiqué que « la position de son pays vis-à-vis de la question sahraouie, soutenant les efforts des Nations unies pour trouver une solution pacifique et juste à cette question, n'a pas changé, comme mentionné dans le communiqué commun sanctionnant la visite du Président Tebboune en Chine ».

Après l'élection de l'Algérie en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, « les deux ministères des Affaires étrangères des deux pays intensifieront leur coopération pour instaurer la paix dans le monde », a-t-il ajouté. Non sans faire mention du soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie au groupe des ' BRICS', saluant le progrès réalisé par l'Algérie, récemment, sous la direction du Président Tebboune.

وزير المالية يتباحث مع سفير كوريا

استقبل وزير المالية، عزيز فايد يوم الاثنين بالجزائر العاصمة، سفير كوريا الجنوبية بالجزائر، يو كي جون، الذي تباحث معه حول التعاون الاقتصادي والمالي الثنائي، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

وخلال هذا اللقاء المنعقد بمقر الوزارة، استعرض الطرفان واقع التعاون الثنائي وآفاقه لاسيما في قطاع المالية وكذا سبل ووسائل زيادة تعزيزه، حسب ذات المصدر.

وأشاد الطرفان، في هذا الإطار، بالمستوى الذي بلغه هذا التعاون والذي يتعين تعزيزه مستقبلا نظرا للإمكانيات الاقتصادية المعتبرة للبلدين "كما عبرا" عن ارتياحهما حيال التعاون القائم حاليا فيما يتعلق بعصرنة الخدمات الجمركية"، يضيف ذات المصدر.

وقد تم التطرق إلى تواجد المؤسسات الكورية الجنوبية بالجزائر وانشغالاتها خلال هذا اللقاء.

بعد أن أعرب عن أمله في حضور أهم لشركات كوريا الجنوبية، أكد السيد فايد للدبلوماسي الكوري أن "الهيئات المعنية مطلعة جيدا على انشغالات هذه المؤسسات التي يتم التكفل بها بغية التوصل إلى حلول ملائمة طبقا للتنظيم الساري".

و اغتنم الوزير الفرصة لاطلاع ضيفه على مختلف الإصلاحات التي باشرتها الحكومة الجزائرية لتحسين مناخ الاستثمار، موضحا أن الإطار الجديد المسير للاستثمار يمنح تسهيلات و ضمانات تمكن المستثمرين الأجانب و المحليين من مواولة نشاطاتهم في أحسن الظروف.



بدوره، حرص السيد كي جان على التأكيد بمناسبة انعقاد هذا اللقاء على "التزامه بمضاعفة النشاطات و بذل قصارى الجهود لجعل التعاون الثنائي يرتقي إلى مستوى يسمح باستغلال كافة الإمكانيات المتاحة بين البلدين و بناء شراكة نوعية تعود بالفائدة على الطرفين"، حسب البيان.

فايد يتباحث مع سفير كوريا الجنوبية حول التعاون الاقتصادي والمالي



استقبل وزير المالية، لعزیز فايد يوم الاثنين بالجزائر العاصمة، سفير كوريا الجنوبية بالجزائر، يو كي جون، الذي تباحت معه حول التعاون الاقتصادي والمالي الثنائي، حسبما أفاد به بيان للوزير.

وخلال هذا اللقاء المنعقد بمقر الوزارة، استعرض الطرفان واقع التعاون الثنائي وآفاقه لاسيما في قطاع المالية وكذا سبل ووسائل زيادة تعزيزه، حسب ذات المصدر.

وأشاد الطرفان، في هذا الإطار، بالمستوى الذي بلغه هذا التعاون والذي يتعين تعزيزه مستقبلا نظرا للإمكانيات الاقتصادية المعتبرة للبلدين "كما عبرا" عن ارتياحهما حيال التعاون القائم حاليا فيما يتعلق بعصرنة الخدمات الجمركية"، يضيف ذات المصدر.

وقد تم التطرق إلى تواجد المؤسسات الكورية الجنوبية بالجزائر وانشغالاتها خلال هذا اللقاء.

بعد أن أعرب عن أمله في حضور أهم لشركات كوريا الجنوبية، أكد السيد فايد للدبلوماسي الكوري أن "الهيئات المعنية مطلعة جيدا على انشغالات هذه المؤسسات التي يتم التكفل بها بغية التوصل إلى حلول ملائمة طبقا للتنظيم الساري".

و اغتنم الوزير الفرصة لاطلاع ضيفه على مختلف الإصلاحات التي باشرتها الحكومة الجزائرية لتحسين مناخ الاستثمار، موضحا أن الإطار الجديد المُسير للاستثمار يمنح تسهيلات و ضمانات تُمكن المستثمرين الأجانب و المحليين من مزاوله نشاطاتهم في أحسن الظروف.

بدوره، حرص السيد كي جان على التأكيد بمناسبة انعقاد هذا اللقاء على "التزامه بمضاعفة النشاطات و بذل قصارى الجهود لجعل التعاون الثنائي يرتقي إلى مستوى يسمح باستغلال كافة الإمكانيات المتاحة بين البلدين و ببناء شراكة نوعية تعود بالفائدة على الطرفين"، حسب البيان.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger